

2. Fondations fragiles : les séquelles économiques durables des conflits¹

Le conflit à Gaza et en Israël est un nouveau rappel des défis récurrents liés aux conflits du Moyen-Orient et d'Asie centrale (MOAC). Les conflits sont responsables d'immenses souffrances humaines dans toute cette région : ils ont provoqué la mort de dizaines de milliers de personnes au cours de la dernière décennie et un plus grand nombre encore se trouvent en situation de fragilité et d'insécurité alimentaire. Ce chapitre analyse les effets économiques des conflits et leurs canaux de transmission les plus évidents, en comparant les pays de la région MOAC à ceux d'autres régions entre 1989 et 2022. Il en ressort pour l'essentiel que les conflits ont des conséquences très néfastes sur les résultats économiques à brève et longue échéance, et entraînent aussi une hausse de l'inflation et un recul de la consommation, de l'investissement, des exportations et des recettes budgétaires. De plus, ces effets peuvent se pérenniser en nuisant aux institutions et en contribuant à la fragilité des pays touchés par un conflit. Les incidences économiques négatives des conflits tendent à être plus prononcées et durables dans la région MOAC que dans le reste du monde. Typiquement, quand un conflit grave survient dans un pays MOAC, la production par habitant est encore en baisse d'environ 10 % au bout d'une décennie. Ailleurs, le recul est inférieur à 3 % en moyenne et la baisse est rattrapée en cinq ans. Ceci s'explique sans doute par un ensemble de facteurs, dont l'intensité en moyenne plus élevée des conflits dans la région, l'effet marginal des conflits qui croît avec leur intensité, et l'existence de conditions initiales favorisant le phénomène, comme la qualité moyenne plus faible des institutions. Les conflits tendent aussi à avoir des conséquences négatives plus importantes sur les pays frontaliers, avec une chute immédiate de la production par habitant d'approximativement 1,5 % et une nouvelle chute d'environ 6 % une décennie plus tard (même si cette dernière estimation est plus incertaine)². De surcroît, quand les conflits dans les pays voisins n'entrent pas dans la catégorie « étatique », les effets négatifs sur la production par habitant sont plus importants, à 10 % sept ans après le déclenchement du conflit.

2.1. Des conflits fréquents et intenses, affichant un bilan humain catastrophique

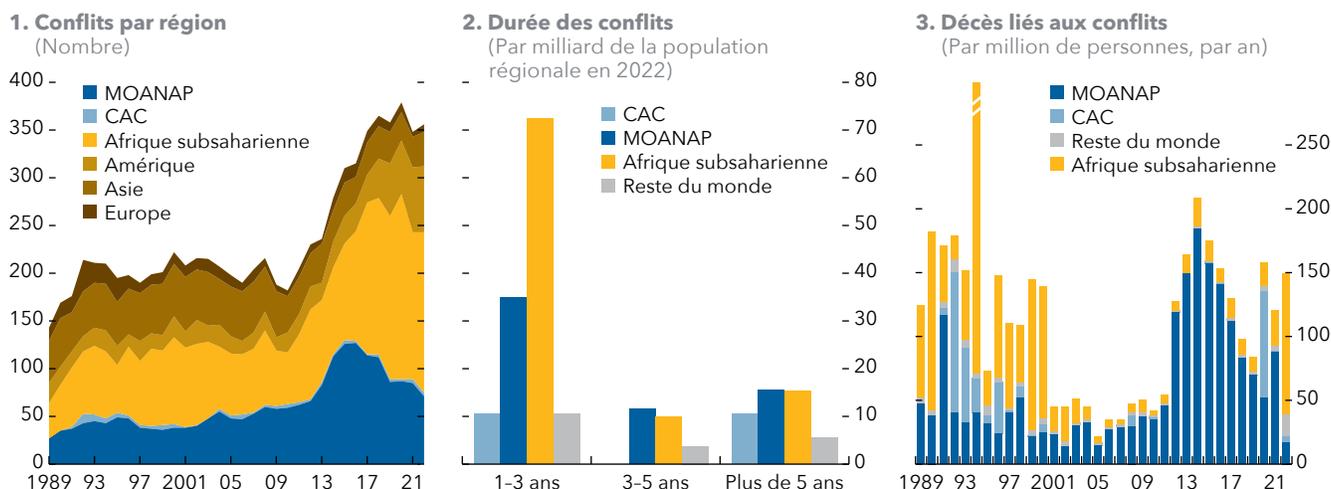
Depuis le début des années 90, les pays de la région MOAC ont été la proie de conflits violents (« conflits », ci-après) plus souvent que leurs homologues d'autres régions, exception faite de l'Afrique subsaharienne. Définis comme des épisodes de violence organisée et meurtrière entre des États ou des acteurs non étatiques ou contre des civils, les conflits ont fortement augmenté pendant la dernière décennie, mettant en lumière la prévalence relativement élevée des conflits dans la région (graphique 2.1, page 1)³. Au sein de la région MOAC, les conflits ont été particulièrement nombreux dans la zone englobant le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, l'Afghanistan et le Pakistan (MOANAP). Non seulement les États fragiles sont aujourd'hui plus nombreux, mais le nombre de conflits dans la région MOANAP a presque doublé au milieu de la décennie 2010 ; seule l'Afrique subsaharienne a connu une progression plus forte. En outre, les conflits dans la région MOANAP tendent à durer plus longtemps que ceux d'autres régions (graphique 2.1, page 2).

¹ Le chapitre a été préparé par Diala Al Masri, Vizhdan Boranova, Steven Dang, Colombe Ladreit, Troy Matheson (auteur principal), Borislava Mircheva (autrice principale), Thomas Piontek et Bozena Radzewicz-Bak.

² Nous utilisons ici les termes « incidences » et « effets » pour plus de lisibilité. Néanmoins, les effets estimés relèvent d'une association et pas forcément d'une causalité.

³ Dans ce chapitre, la définition des conflits est celle de la base de données d'événements géoréférencés du programme de données sur les conflits de l'Université d'Uppsala (Uppsala Conflict Data Program, UCDP), qui couvre la période 1989-2022 et constitue notre principale source de données. Dans ce cadre, les conflits sont définis comme des épisodes de violence organisée et létale opposant des acteurs (étatiques ou non étatiques) identifiables ou visant des civils. Les données excluent la violence criminelle (homicides, violence des gangs, etc.), car il est difficile de l'attribuer à des groupes identifiables et organisés spécifiques. Voir Uppsala Conflict Data Program (2022). Les décès liés à un conflit sont regroupés par année et exprimés par million de résidents pour produire une mesure d'intensité annuelle. Voir l'annexe 2.1 en ligne pour plus de détails. Le conflit à Gaza et en Israël ayant débuté en octobre 2023, il n'est pas couvert ici.

Graphique 2.1. Conflits, 1989-2022



Sources : base de données géoréférencées d'Uppsala (v23.1) ; FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.

Note : Un conflit est défini comme des épisodes de violence organisée et meurtrière entre des États ou des acteurs non étatiques ou contre des civils, entraînant au moins 25 morts imputables aux combats au cours d'une année civile. La plage 2 rend compte de 273 conflits d'une durée d'un an ou plus, survenus entre 1989 et 2022 dans plus de 67 pays. L'ordonnée indique, en nombre de conflits par milliard de la population régionale, l'incidence des conflits en 2022 dans l'échantillon de pays. L'échantillon total porte sur 1 421 conflits survenus dans 125 pays. Dans la plage 3, le conflit au Rwanda en 1994 entraîne une augmentation significative des données dans la région Afrique subsaharienne (à plus de 1 000), tout comme le conflit en Éthiopie en 2022. CAC = Caucase et Asie centrale ; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan.

Au cours de la dernière décennie, la nature des conflits au Moyen-Orient et en Asie centrale a changé. Les guerres civiles et les conflits interétatiques (étatiques) sont devenus plus fréquents⁴. Dans la région MOANAP, les conflits à grande échelle, sans implication de l'État (affrontements entre deux groupes armés non gouvernementaux) ont été les plus nombreux pendant les années 2010 ; ils représentaient près des deux tiers des conflits en 2014-15. Toutefois, la proportion de conflits étatiques a depuis augmenté à près de la moitié de tous les conflits, avec à la clé une hausse significative des décès. De surcroît, des acteurs infranationaux sont apparus en de nombreux endroits, établissant des gouvernements et des entités économiques parallèles. Par comparaison, les pays du Caucase et d'Asie centrale (CAC) ont été le théâtre de conflits surtout étatiques pendant la période considérée (1989-2022). Globalement, les expériences ont été très diverses selon les pays. Certains des pays touchés (Afghanistan, Iraq, Somalie, Soudan, Syrie) ont connu un conflit sous une forme ou une autre pendant la majeure partie de la période, tandis que les autres pays de la région MOAC ont eu des expériences plus contrastées en termes de fréquence et de durée des conflits, qui, pour la plupart, ont duré moins de trois ans.

Sur le plan humain, le coût de tous ces conflits a été catastrophique : durant les années 2010, l'intensité des conflits dans les pays MOANAP a atteint des niveaux historiques pour la région, avec près de 100 décès par million d'habitants dans les années qui ont suivi 2010, et un record en 2014, après le début des Printemps arabes (graphique 2.1, page 3). En outre, à fin 2022, les conflits qui sévissaient dans quelques-uns des pays de la région MOAC étaient à l'origine de plus de 40 % des déplacements forcés de population dans le monde (environ 47 millions de personnes), ce qui s'est traduit par une fuite importante des cerveaux. Les conséquences de ces déplacements ne se limitent pas à la dégradation des conditions de vie des personnes concernées. Massifs et inopinés, ils ont créé de fortes tensions économiques et sociales dans les pays voisins et les pays d'accueil des déplacés, ce qui n'a pas été sans conséquence sur la prestation des services publics, l'emploi et le niveau des salaires (Rother *et al.*, 2016). Par exemple, 70 % des réfugiés étaient considérés comme pauvres, un chiffre qui passe à 90 % si l'on applique la définition de la pauvreté propre à chaque pays, grevant les ressources publiques⁵. En outre, comme les réfugiés voient leur accès

⁴ Dans le programme de données sur les conflits de l'Université d'Uppsala, les conflits sont classés en fonction des acteurs impliqués. Nous distinguons deux types de conflits : les conflits étatiques (avec violence létale entre deux groupes organisés, où l'une des parties au moins est un État) et non étatiques (entre deux groupes organisés dont aucun n'est un État).

⁵ Ces statistiques sont tirées d'une étude sur les réfugiés syriens résidant en Jordanie et au Liban qui étaient enregistrés en 2014 (Verme *et al.*, 2016).

au marché du travail formel limité par des obstacles légaux et administratifs, ils sont nombreux à devoir occuper des emplois mal rémunérés, peu qualifiés et informels.

Au-delà du bilan humain catastrophique, les conflits ont eu aussi des répercussions sociétales à long terme dans les pays de la région concernés. Des conflits intenses et prolongés ont perturbé l'accumulation de capital humain et mis à mal la cohésion sociale dans bien des pays. De nombreux pays en conflit ont vu chuter les taux de scolarisation en primaire, baisser l'espérance de vie et augmenter les taux de sous-alimentation (encadré 2.1). Ces conséquences négatives sont aggravées par la désorganisation des services essentiels et des approvisionnements alimentaires ainsi que par les difficultés économiques, qui frappent tous de manière disproportionnée les populations les plus vulnérables. L'ampleur de ces effets varie largement au sein de la région, certains pays voyant leurs indicateurs de l'éducation et de la santé baisser de manière significative, en particulier lors de conflits de haute intensité et prolongés qui s'accompagnent de déplacements de population à grande échelle (ce qui peut entraîner une chute spectaculaire de la scolarisation dans le primaire, pouvant même atteindre 30 points de pourcentage⁶, et un recul sévère de l'espérance de vie, de 10 points dans la deuxième année d'un conflit de haute intensité) ; il est clair que les conflits ont des conséquences complexes et durables sur le renforcement du capital humain et la cohésion sociale.

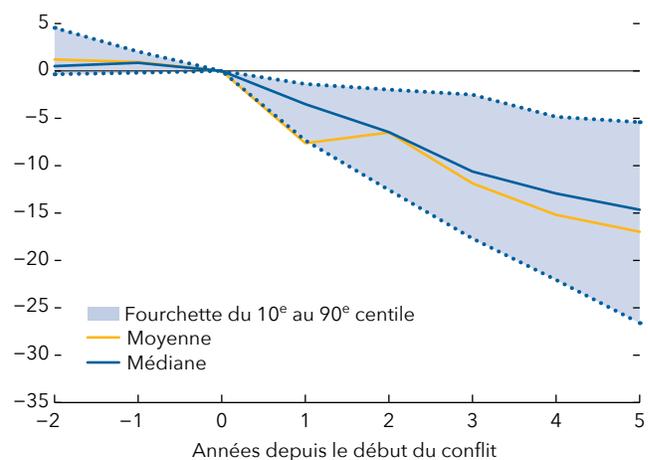
Ils peuvent en outre causer des dommages substantiels au niveau des infrastructures, rendant la reconstruction à la fois indispensable et coûteuse. Lors d'un conflit, il est fréquent que des actifs physiques et des infrastructures (logements, commerces, routes, ponts, écoles, hôpitaux, etc.) soient dégradés ou détruits. Il n'est pas rare non plus que des infrastructures nécessaires à des services aussi essentiels que l'eau, l'électricité et l'assainissement soient très endommagées. Rother *et al.* (2016) indiquent, par exemple, que le coût estimé du capital physique détruit en Syrie par la guerre civile est supérieur à 130 milliards de dollars (soit environ 230 % du PIB d'avant la guerre). Rother *et al.* (2016) citent également des reportages dans les médias qui évoquent la perte d'infrastructures due aux combats menés au Yémen début 2015, une perte chiffrée à plus de 20 milliards de dollars (soit 50 % du PIB d'avant-guerre).

2.2. Persistance d'une croissance déprimée après les conflits

En moyenne, les pays de région MOAC affichaient un PIB réel sensiblement moins élevé que prévu avant le déclenchement d'un conflit grave et prolongé. Bien que les prévisions de croissance soient par définition incertaines, les données observées laissent entrevoir des pertes économiques considérables. Dans la première année d'un conflit aigu et prolongé, le PIB réel effectif par habitant était inférieur de près de 5 % (valeur médiane) aux prévisions initiales, établies avant le conflit (graphique 2.2). Comme les taux de croissance avaient tendance à rester stables ou négatifs pendant une période prolongée après le début d'un épisode de conflit intense et prolongé, l'écart médian entre le PIB réel effectif par habitant et les prévisions d'avant le conflit s'est creusé, pour atteindre pratiquement 15 % au bout de cinq ans.

Graphique 2.2. Région MOAC : répercussions des épisodes de conflit graves et prolongés sur le PIB réel par habitant

(Différence en pourcentage entre les chiffres réels et les projections réalisées avant un conflit)

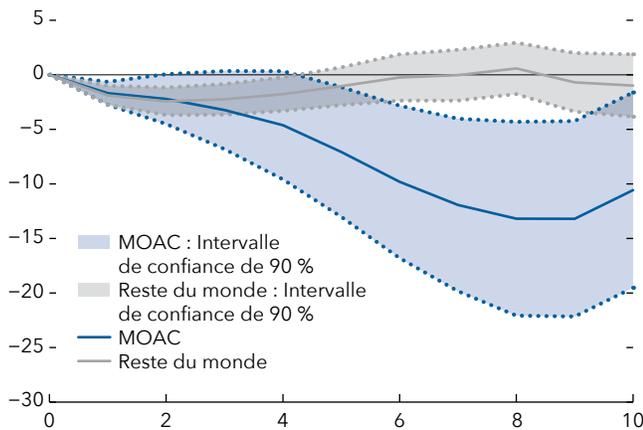


Sources : base de données géoréférencées d'Uppsala (v23.1) ; FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.

Note : Un conflit aigu et prolongé est défini comme un épisode de violence précédé de deux ou trois années de paix relative (zéro ou moins de 25 décès au total), des épisodes ayant causé plus de 25 décès par an (aigus) par pays après le début du conflit, et trois années consécutives ou plus (prolongés) de conflit actif. Dans le cadre des prévisions des *Perspectives de l'économie mondiale* avant un conflit, c'est l'édition d'automne précédant l'année du début des épisodes de conflit identifiés qui a été utilisée. MOAC = Moyen-Orient et Asie centrale.

⁶ Par exemple, pendant l'invasion du Koweït, de 1990 à 1991, et lors de la guerre civile en Syrie, entre 2011 et 2013.

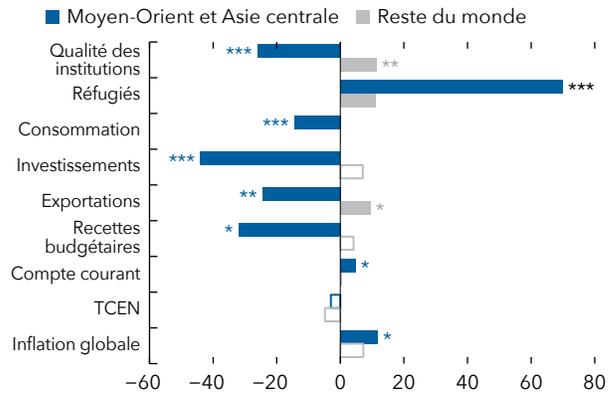
Graphique 2.3. Répercussions des conflits sur le PIB réel par habitant
(En pourcentage)



Sources : base de données géoréférencées d'Uppsala (v23.1) ; FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.

Note : Le choc se produit au cours de la première année et aboutit à une augmentation de l'intensité du conflit jusqu'au 75^e centile de la répartition mondiale. MOAC = Moyen-Orient et Asie centrale.

Graphique 2.4. Perturbations économiques : variables additionnelles
(Différence en pourcentage entre la septième année et l'année précédant le début du conflit)



Sources : Guide international des risques pays ; FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; Agence des Nations Unies pour les réfugiés, rapport sur les tendances mondiales 2022 ; base de données géoréférencées d'Uppsala (v23.1) ; calculs des services du FMI.

Note : Le graphique montre les conséquences du choc sept ans après qu'il soit survenu. On peut voir une augmentation de l'intensité du conflit jusqu'au 75^e centile de la répartition mondiale. ***, ** et * correspondent à des significations statistiques pour des seuils de 1, 5 et 10 % respectivement. Les barres vides indiquent une absence de signification au seuil de 10 %. Les résultats des projections locales sont disponibles dans l'annexe 2.2 en ligne. Tous les résultats sont des différences en pourcentage, à l'exception du solde du compte courant exprimé en pourcentage du PIB, pour lequel il s'agit d'une différence en points de pourcentage. TCEN = taux de change effectif nominal.

Les éléments empiriques semblent indiquer que les conséquences économiques des conflits dans la région MOAC tendent à être plus graves et pérennes qu'ailleurs. Conformément à l'analyse des erreurs de prévision, les réactions dynamiques (estimées à l'aide de méthodes de projections locales) montrent les effets négatifs des conflits sur la production, effets qui durent dans le temps et s'accumulent. En particulier, le démarrage d'un conflit de haute intensité est associé à une contraction d'environ 2 % du PIB réel par habitant la première année et la chute maximale dépasse -13 % neuf ans après le choc (graphique 2.3)⁷. Qu'il s'agisse de conflits étatiques ou non étatiques, on observe aucune différence pour les pertes de production par habitant, comme cela a déjà été constaté⁸. Les incidences économiques des conflits dans la région MOANAP sont aussi statistiquement similaires à ce qui est observé au Caucase et en Asie centrale, si ce n'est qu'elles persistent légèrement moins longtemps dans ce deuxième groupe (voir le graphique 2.5.5 de l'annexe en ligne). En revanche, si l'incidence sur la production par habitant pour l'économie moyenne dans le reste du monde avoisine -2,5 % les premières années (comme pour l'économie moyenne de la région MOAC, selon les estimations), cet effet se dissipe au bout de cinq ans⁹.

Les conséquences des conflits plus notables dans la région MOAC qu'ailleurs reflètent notamment des différences concernant les multiples canaux de transmission et facteurs à l'œuvre. Le graphique 2.4 représente la réaction dynamique estimée par canal économique ou par facteur sept ans après le début d'un conflit de haute intensité. En moyenne, on observe des signes de désorganisation persistante provoquée par le conflit et transmise via la plupart des canaux

⁷ On parle de « conflit de haute intensité » quand l'intensité (nombre annuel de décès liés au conflit par million) se situe dans le 75^e centile de la distribution de l'intensité des conflits dans l'échantillon utilisé pour l'estimation.

⁸ Voir l'édition d'avril 2019 des *Perspectives économiques régionales – Afrique subsaharienne* et Fang *et al.* (2020). Les conflits non étatiques incluent les guerres civiles. Pour plus de détails, voir l'annexe en ligne 2.3.

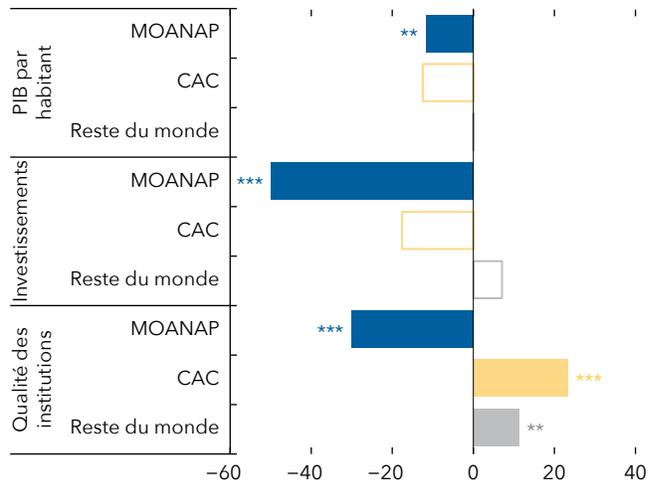
⁹ Les réactions dynamiques sont robustes à diverses vérifications dont 1) l'ajout d'une mesure contemporaine du choc (conflit) pour chaque horizon, comme le proposent Teulings et Zubanov (2013), ce qui neutralise l'effet des futurs chocs et les effets d'anticipation créés par le déclenchement d'un conflit ; et 2) l'exclusion des pays ayant été en proie à des conflits sur de longues périodes de temps (Afghanistan, Cisjordanie et Gaza, Iraq, Libye, Somalie, Syrie, Soudan, Yémen). Pour plus de détails, voir l'annexe en ligne 2.5.

pour les pays de la région MOAC, alors qu'il n'y en a généralement pas pour le reste du monde. De plus, cinq grandes conclusions se dessinent (graphique 2.4) :

- *Les conflits vont de pair avec une inflation plus élevée et une demande intérieure plus faible.* La baisse de la production par habitant s'accompagne d'une hausse de l'inflation et de chutes de la consommation, de l'investissement, des exportations et des recettes budgétaires dans la région MOAC¹⁰. Cette situation est sans doute imputable aux bouleversements des activités économiques du pays, au climat d'incertitude accrue et à la perte de capacité opérationnelle de l'État.
- *Le coût économique substantiel et persistant des conflits dans la région MOAC est associé à des réductions non négligeables de l'investissement et une détérioration de la qualité des institutions¹¹.* Plus précisément, ces variables reculent en moyenne considérablement plus dans les pays de la région MOAC qu'au niveau mondial, avec une baisse de l'investissement et de la qualité des institutions de 44 % et 26 %, respectivement, sept ans après le choc. Cela concerne surtout la région MOANAP, davantage que la région CAC, signe que les conséquences des conflits sont plus graves dans la première (graphique 2.5). De telles baisses signalent généralement des perspectives économiques à moyen terme moins favorables, par exemple en raison de la formation de capital qui n'a pas lieu.
- *Les conflits tendent à coïncider avec une amélioration de la balance des paiements courants, qui ne résulte pas d'une contraction des importations, mais d'une augmentation du compte du revenu secondaire (reflétant la progression des envois de fonds en période de conflit), ainsi que de l'aide étrangère¹².* Ils sont également associés à des sorties de capitaux, peut-être symptomatiques d'un climat d'incertitude et d'inquiétude accrues chez les investisseurs étrangers¹³.
- *Dans la région MOAC, les conflits ne paraissent pas influencer le taux de change effectif nominal, ce qui semble lié aux régimes de change fixes.* Une dépréciation du taux n'est constatée que si l'on analyse uniquement les pays MOAC avec un taux de change flexible¹⁴.

Graphique 2.5. Perturbations économiques : variables additionnelles

(Différence en pourcentage entre la septième année et l'année précédant le début du conflit)



Sources : Guide international des risques pays ; base de données géoréférencées d'Uppsala (v23.1) ; FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.
 Note : Le graphique montre les conséquences du choc sept ans après qu'il soit survenu. On peut voir une augmentation de l'intensité du conflit jusqu'au 75^e centile de la répartition mondiale. ***, ** et * correspondent à des significations statistiques pour des seuils de 1, 5 et 10 % respectivement. Les barres vides indiquent une absence de signification au seuil de 10 %. Les résultats des projections locales sont disponibles dans l'annexe 2.4 en ligne. Tous les résultats sont des différences en pourcentage, à l'exception du solde du compte courant exprimé en pourcentage du PIB, pour lequel il s'agit d'une différence en points de pourcentage. CAC = Caucase et Asie centrale ; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan.

¹⁰ Ceci est conforme aux conclusions de publications précédentes (édition d'avril 2019 des *Perspectives économiques régionales – Afrique subsaharienne* ; Fang *et al.*, 2020 ; Novta et Pugacheva, 2021). En parallèle à la chute des recettes publiques, l'incidence sur les recettes budgétaires est négative et associée à des baisses des dépenses sociales.

¹¹ Comme variable de substitution de la qualité des institutions, on utilise un indicateur de la lutte anticorruption (Guide international des risques-pays). Des résultats qualitativement similaires sont obtenus avec d'autres variables (dont les indicateurs de la gouvernance dans le monde), par exemple avec des mesures de l'ordre public, de la stabilité politique, de la voix citoyenne et de la responsabilité, de l'efficacité des pouvoirs publics, de la qualité de la réglementation et de la primauté du droit ; pour plus de détails, voir les graphiques 2.2.11-2.2.16 de l'annexe en ligne.

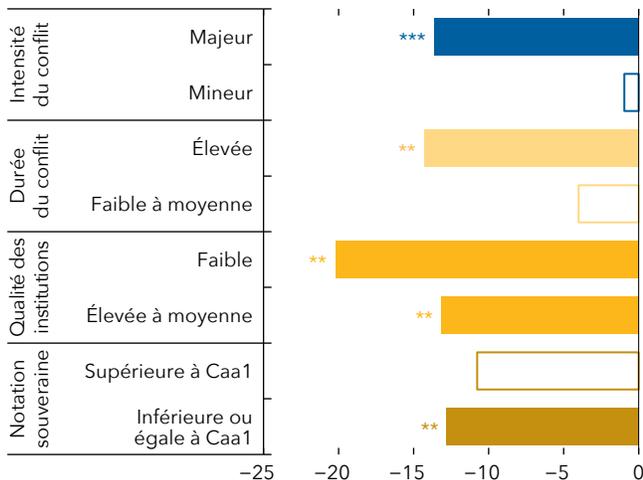
¹² Bien que les importations diminuent après le déclenchement d'un conflit, elles diminuent moins que les exportations. Par manque de place, nous ne montrons pas ici les effets sur les importations.

¹³ Voir aussi le graphique 2.2.17 de l'annexe en ligne, montrant une progression du solde du revenu secondaire dans les pays MOAC après le début d'un conflit, qui cadre avec l'augmentation des envois de fonds et des flux d'aide.

¹⁴ Voir le graphique 2.2.10 de l'annexe en ligne. La classification des régimes de change suit Ilzetzki, Reinhart et Rogoff (2019) et considère un régime de change comme flexible lorsqu'un score de 3 ou plus est attribué selon la méthodologie sommaire.

Graphique 2.6. Différences de répercussions sur le PIB réel par habitant selon les caractéristiques des conflits et les conditions économiques préexistantes

(Différence en pourcentage entre la septième année et l'année précédant le début du conflit)



Sources : Bloomberg Finance L.P. ; Guide international des risques pays ; base de données géoréférencées d'Uppsala (v23.1) ; FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.

Note : Le graphique montre les conséquences du choc sept ans après qu'il soit survenu. On peut voir une augmentation de l'intensité du conflit jusqu'au 75^e centile de la répartition mondiale, sauf pour l'intensité du conflit qui utilise une variable catégorielle (voir l'annexe 2.5 en ligne). ***, ** et * correspondent à des significations statistiques pour des seuils de 1, 5 et 10 % respectivement. Les barres vides indiquent une absence de signification au seuil de 10 %. Les résultats des projections locales sont disponibles dans l'annexe 2.5 en ligne. Nous utilisons les notations souveraines de Moody's et choisissons le seuil de Caa1 pour garantir une taille d'échantillon suffisamment grande.

de même pour les conflits plus longs¹⁶. Il apparaît de surcroît que les caractéristiques préalables d'un pays ont une influence sur la réaction de son économie au conflit¹⁷.

- Dans les pays de la région MOAC où la qualité des institutions avant le conflit est plus médiocre, les pertes de production tendent à être plus importantes que dans d'autres pays, rendant encore plus probable le scénario du cercle vicieux¹⁸. De plus, les conflits étatiques et non étatiques ne sont pas associés aux mêmes effets sur la qualité des institutions. Précisément, les conflits non étatiques tendent à se traduire par de plus fortes chutes de la qualité institutionnelle que les conflits étatiques (voir l'annexe 2.3 en ligne).
- Les pays de la région MOAC dont la dette est moins bien notée tendent à enregistrer des baisses de production plus marquées¹⁹, susceptibles d'aboutir à des effets plus durables en raison d'un accès plus limité aux solutions

- Les conflits entraînent souvent de fortes augmentations des flux de réfugiés. Le graphique 2.4 montre que sept ans après le début d'un conflit de haute intensité, le nombre de réfugiés en provenance du pays en conflit augmente d'environ 70 %. Conjuguées aux éléments décrits dans l'encadré 2.1, les chutes implicites de capital humain et les pertes potentielles de travailleurs en âge actif contribuent sans doute à prolonger les effets économiques négatifs, ralentissent le rythme de la convergence des revenus et aggravent la pauvreté et les inégalités. En conséquence, ces facteurs peuvent entraver les efforts de développement, creuser l'écart de revenu et accentuer les disparités socioéconomiques au sein des pays et entre eux.

Comment expliquer que les conflits aient des effets substantiels et constamment plus négatifs dans la région MOAC ? Il semblerait que ce soit dû notamment au fait que les effets marginaux d'un conflit augmentent avec son intensité et sa durée. Ce facteur, combiné avec une fréquence accrue, une intensité généralement plus élevée et une durée supérieure, se traduit par des répercussions plus importantes et durables qu'ailleurs en moyenne. Si l'on distingue les conflits modérés et les conflits très graves, l'analyse montre que les seconds sont à l'origine de la baisse de la production par habitant estimée plus forte et plus longue pour les pays de la région MOAC que pour ceux d'autres régions (graphique 2.6)¹⁵. Il en va

¹⁵ Cela va également dans le sens d'une fréquence accrue des conflits plus dévastateurs pour l'économie dans la région MOANAP que dans la région CAC, car les conflits dans les pays MOANAP sont plus susceptibles d'être graves. Voir l'annexe 2.5 en ligne.

¹⁶ Les conflits de très haute intensité sont ceux dont le ratio décès/population se situe dans le quartile supérieur de la distribution mondiale, tandis que les conflits modérés se situent dans le dernier quartile. Pour plus de détails, voir l'annexe 2.4 en ligne. La longue durée est définie par une variable muette si la durée est dans le quartile supérieur de la distribution mondiale.

¹⁷ Les deux résultats s'expliquent notamment par le fait que les conflits de très haute intensité sont plus susceptibles d'éclater dans un pays où la qualité des institutions est médiocre, ou la dette souveraine, mal notée, soulignant donc le risque d'une endogénéité potentielle.

¹⁸ La médiocrité de la qualité des institutions est définie par une variable muette si la lutte contre la corruption, telle que mesurée par le Guide international des risques-pays, se situe dans le quartile inférieur de la distribution mondiale.

¹⁹ Sur la base des notations souveraines de Moody's. Le seuil de Caa1 est utilisé pour comparer les pays de la région MOAC affichant une note peu élevée (inférieure ou égale à Caa1) avec d'autres pays de la région (avec une note supérieure à Caa1). Ce seuil a été choisi plutôt que celui de « catégorie investissement » afin d'avoir à chaque fois un échantillon assez vaste dans chaque catégorie.

de financement indispensables à la reconstruction. Cette limitation de l'accès aux financements peut pousser de nombreux pays à se tourner vers l'aide internationale ou l'aide publique, y compris dans le cadre de programmes appuyés par le FMI.

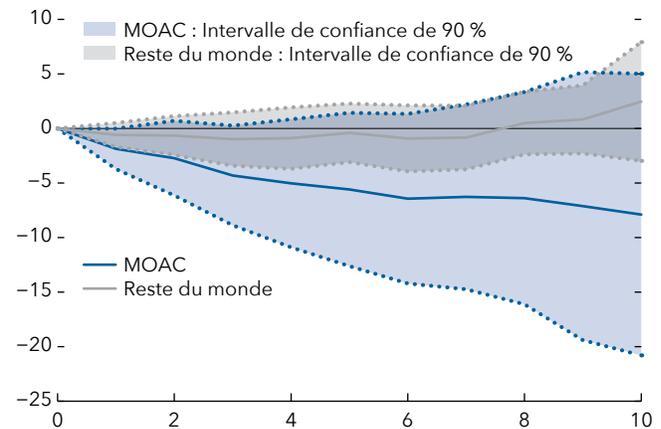
2.3. Retombées négatives des conflits dans les pays tiers

Les conflits peuvent avoir non seulement des conséquences dans les pays belligérants proprement dits, mais aussi des répercussions dans d'autres pays, variant en fonction des canaux d'exposition. Ainsi, certains pays pourraient tirer parti de l'apparition de nouveaux axes commerciaux résultant des divergences commerciales consécutives à un conflit, tandis que d'autres pourraient faire face à une incertitude accrue et une accentuation des tensions budgétaires liées aux flux de réfugiés. Si l'on examine les incidences des conflits sur les pays frontaliers dans notre échantillon, les pays de la région MOAC subissent, semble-t-il, des conséquences plus négatives et durables que d'autres régions (graphique 2.7)²⁰. Pour le groupe des pays de la région MOAC, un conflit dans un pays frontalier est associé en moyenne à une chute immédiate de la production par habitant dans les pays voisins, d'environ 1,5 %, puis d'environ 6 % plus ou moins neuf ans après le choc initial du conflit, même si ce n'est pas statistiquement significatif. On retrouve un schéma similaire pour les répercussions transmises par les canaux commerciaux (accords ou flux bilatéraux²¹). Si l'on s'intéresse plus particulièrement au groupe des pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, l'effet d'entraînement est substantiel et statistiquement significatif, avec une baisse avoisinant 10 % cinq ans après le conflit.

Les répercussions varient aussi selon la nature des conflits se déroulant à l'étranger et les caractéristiques du pays subissant ces répercussions. Quand les conflits dans les pays frontaliers ne sont pas étatiques, leurs conséquences négatives sur la production par habitant sont plus importantes et statistiquement significatives, à 10 % sept ans après le choc des répercussions. Les incidences de ces chocs-là sont aussi plus sensibles dans les pays où la qualité des institutions est relativement moindre²². D'après les estimations, parmi les pays frontaliers, les pays aux institutions plus fragiles ont une production par habitant en baisse d'environ 10 % quatre ans après le choc des répercussions²³.

Les effets économiques néfastes d'un conflit dans les pays frontaliers sont manifestes aussi pour d'autres variables. Les conflits sont associés à des reculs notables de la consommation intérieure et des recettes budgétaires

Graphique 2.7. Répercussions des conflits sur le PIB par habitant des pays frontaliers
(En pourcentage)



Sources : Base de données CEPII ; base de données géoréférencées d'Uppsala (v23.1) ; FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.

Note : Les estimations correspondent approximativement au nombre de décès par million d'habitants associés au 75^e centile de la répartition mondiale pour l'analyse de chaque pays (voir l'annexe 2.3.1 en ligne pour plus de détails sur la répartition). MOAC = Moyen-Orient et Asie centrale.

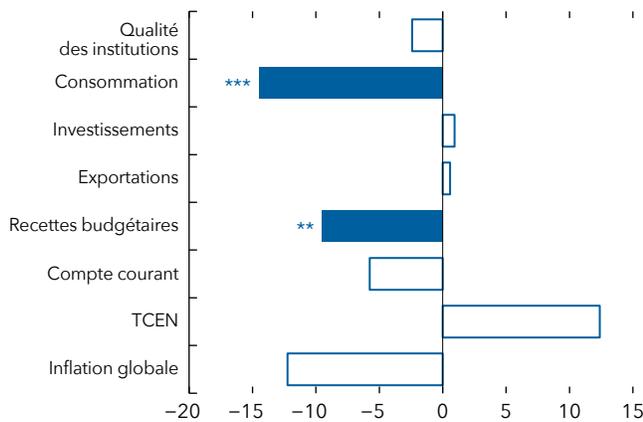
²⁰ Pour plus de détails sur la construction du choc provoqué par les répercussions d'un conflit, voir l'annexe 2.3.1 en ligne. Il s'agit en effet d'une moyenne pondérée des chocs correspondant à des conflits à l'étranger, les pondérations bilatérales spécifiques variant en fonction du canal d'exposition considéré. Pour pouvoir comparer les réactions dynamiques, le choc des répercussions est rattaché au centile de sa distribution correspondant approximativement aux décès par million d'habitants de l'impulsion du choc (conflit de haute intensité) du pays en conflit. Pour le choc des répercussions dans les pays frontaliers, cela représente un déplacement vers son 79^e centile.

²¹ Pour plus de détails sur la solidité des résultats avec différents canaux de transmission des effets (pondérations), voir l'annexe 2.3.1 en ligne.

²² Comme variable de substitution de la qualité des institutions, nous utilisons la qualité de l'ordre public et la notation du risque politique dans le pays, et l'estimation figurant dans le corps du texte se rapporte à cette mesure (Guide international des risques-pays).

²³ Pour plus de détails sur les différences d'effets de propagation selon les caractéristiques des répercussions des conflits et les caractéristiques des pays, voir l'annexe 2.3.2 en ligne.

Graphique 2.8. Répercussions des conflits sur les indicateurs macroéconomiques des pays frontaliers
(Différence en pourcentage entre la septième année et l'année précédant le début du conflit)



Sources : Base de données CEPII ; Guide international des risques pays ; base de données géoréférencées d'Uppsala (v23.1) ; FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.

Note : Le graphique montre les conséquences sept ans après le choc, qui correspond approximativement au nombre de décès par million d'habitants associé au 75^e centile de la répartition mondiale pour l'analyse de chaque pays. ***, ** et * correspondent à des significations statistiques pour des seuils de 1, 5 et 10 % respectivement. Les barres vides indiquent une absence de signification au seuil de 10 %. La variation en points de pourcentage fait état des conséquences sur le solde du compte courant. TCEN = taux de change effectif nominal.

mais aussi par la situation initiale, par exemple la solidité des institutions. En outre, les conflits dans les pays de la région tendent à engendrer plus d'effets négatifs pour les pays partenaires concernés.

Bien que ce chapitre se concentre sur les canaux les plus évidents par lesquels un conflit a des répercussions dans un pays tiers, plusieurs autres facteurs sont sans doute à l'œuvre. Ainsi, les conflits peuvent menacer la stabilité financière s'ils se prolongent, au détriment des résultats du secteur financier et de la capacité des banques à continuer d'assurer l'intermédiation financière et le fonctionnement des systèmes de paiement, avec à la clé un risque potentiellement accru de crise bancaire systémique. De plus, dans les pays riches en ressources naturelles, les effets d'un conflit prolongé pourraient différer (par exemple selon que ces pays soient ou non contraints de renoncer à une partie substantielle de leurs revenus tirés des ressources naturelles). De surcroît, un renchérissement du pétrole (lié, par exemple, à la désorganisation du transport ou de la production) pourrait être synonyme de choc mondial sur l'offre et compromettre le processus de désinflation au niveau mondial. Cela étant, l'histoire récente montre que les hausses de prix du pétrole mesurées lors de conflits au Moyen-Orient ne durent pas. Elles peuvent être atténuées par des producteurs régionaux exploitant leurs capacités inutilisées et d'autres pays débloquent leurs stocks stratégiques pour pallier la pénurie.

Compte tenu de l'incertitude accrue associée aux conflits, il est impératif de réellement renforcer les paramètres économiques fondamentaux et les institutions. Les observations mettent notamment en évidence l'importance d'un renforcement des institutions pour atténuer les incidences néfastes des conflits. Il est indispensable d'opter pour des politiques macroéconomiques avisées, y compris de ménager la marge de manœuvre budgétaire requise pour répondre aux urgences humanitaires et sociales. Qui plus est, en cas de difficultés financières systémiques, il serait important de prévoir des mesures de gestion de crise, avec par exemple l'apport de liquidités d'urgence de banques centrales. Enfin et surtout, les aides financières internationales et régionales doivent être adaptées au

moyennes (et une hausse connexe significative de la dette publique) dans les pays MOAC frontaliers (graphique 2.8). Bien que statistiquement moins significatifs, les résultats montrent aussi des incidences économiques notables sur la qualité des institutions et le solde du compte courant. On observe aussi un gonflement des flux de réfugiés vers les pays se trouvant à proximité d'un pays en conflit : l'augmentation est d'environ 48 % pour ce qui concerne les pays de la région MOAC (et supérieure à ce que nous observons ailleurs dans le monde pour les répercussions d'un conflit dans les pays frontaliers)²⁴.

2.4. Conclusions

La région MOAC est une des régions au monde les plus touchées par des conflits. Leur durée et leur intensité tendent à y être relativement élevées, entraînant d'importantes conséquences sociétales à long terme. En outre, les incidences négatives des conflits sur la production économique et au-delà sont plus notables pour les pays de la région MOAC que celles qui sont observées ailleurs dans le monde. Ces disparités peuvent s'expliquer non seulement par la gravité des conflits et par leurs effets non linéaires,

²⁴ Pour plus de détails sur les afflux de réfugiés, voir l'annexe 2.3.2 en ligne.

contexte de chaque pays, en tenant compte des fragilités nationales et du conflit en cause. À cet égard, le FMI se tient prêt à fournir une assistance aux pays membres et renforce son dialogue avec les plus vulnérables d'entre eux, y compris dans le cadre de sa stratégie pour les pays fragiles ou en conflit (FMI, 2022).

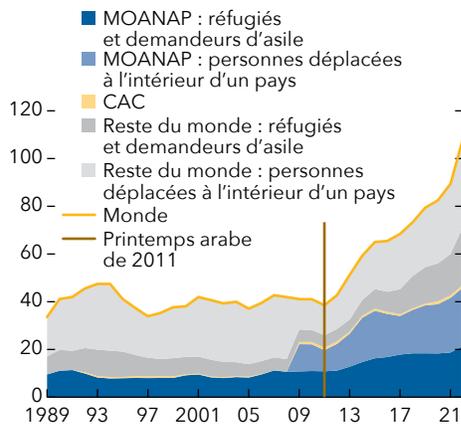
Bibliographie

- Fang, Xiangming, Siddharth Kothari, Cameron McLoughlin, and Mustafa Yenice. 2020. "The Economic Consequences of Conflict in Sub-Saharan Africa." IMF Working Paper 2020/221, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Ilzetzki, Ethan, Carmen M. Reinhart, and Kenneth S. Rogoff. 2019. "Exchange Rate Arrangements in the 21st Century: Which Anchor Will Hold?" *Quarterly Journal of Economics* 134 (2): 599–646.
- International Monetary Fund (IMF). 2022. "IMF Strategy for Fragile and Conflict-Affected States." IMF Policy Paper 2022/004, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Novta, Natalija, and Evgenia Pugacheva. 2021. "The Macroeconomic Costs of Conflict." *Journal of Macroeconomics* 68: 103–286.
- Rother, Björn, Gaëlle Pierre, Davide Lombardo, Risto Herrala, Pricilla Toffano, Erik Roos, Greg Auclair, and others. 2016. "The Economic Impacts of Conflicts and the Refugee Crisis in the Middle East and North Africa." IMF Staff Discussion Note 16/08, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Teulings, Coen N., and Nikolay Zubanov. 2013. "Is Economic Recovery a Myth? Robust Estimation of Impulse Responses." *Journal of Applied Econometrics* 29 (3): 497–514.
- Uppsala Conflict Data Program. 2022. "Frequently Asked Questions." <https://www.pcr.uu.se/research/ucdp/faq/>.
- Verme, Paolo, Chiara Gigliarano, Christina Wieser, Kerren Hedlund, Marc Petzoldt, and Marco Santacroce. 2016. "The Welfare of Syrian Refugees: Evidence from Jordan and Lebanon." World Bank, Washington, DC.

Encadré 2.1. Effets sociétaux à long terme des conflits

Les conflits de haute intensité et prolongés, en particulier ceux qui entraînent des déplacements forcés à grande échelle, peuvent gravement perturber l'accumulation de capital humain et nuire à la cohésion sociale dans les pays concernés.

Graphique 2.1.1 de l'encadré.
Personnes déplacées de force
par pays d'origine, 1989–2022
(En millions)



Sources : Observatoire des situations de déplacement interne ; Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), rapport sur les tendances mondiales 2022 ; calculs des services du FMI.

Note : Les personnes déplacées de force comprennent les réfugiés placés sous mandat du HCR, les demandeurs d'asile, les personnes déplacées à l'intérieur d'un pays relevant de la compétence du HCR et les autres personnes ayant besoin d'une protection internationale.

CAC = Caucase et Asie centrale ;
MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan.

Fin 2022, le nombre de personnes déplacées de force était monté en flèche ; on en dénombrait plus de 100 millions dans le monde, dont plus de 40 % au Moyen-Orient et en Asie centrale (MOAC) (graphique 2.1.1 de l'encadré). Dans le sillage des Printemps arabes de 2011, les déplacements forcés ont considérablement augmenté et la région abritait un peu plus de 60 % de tous les réfugiés dans le monde en 2014. Quelques pays seulement, savoir l'Afghanistan, la Cisjordanie et bande de Gaza, la Somalie, le Soudan, la Syrie et le Yémen, représentent la majorité de la population déplacée au sein de la région MOAC.

En outre, comme les personnes qualifiées et formées sont plus susceptibles de quitter leur pays pour fuir les violences, les conflits peuvent aussi conduire au départ des élites. Cette perte de talents dans les pays touchés par un conflit peut freiner le redressement et le développement après la guerre.

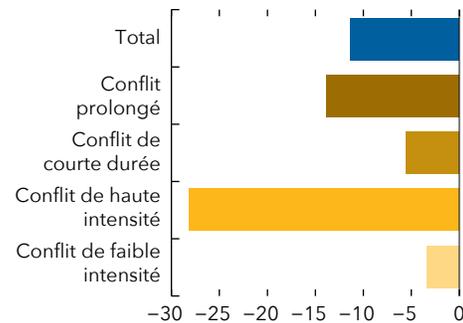
De surcroît, les flux transfrontaliers de personnes n'ont pas été sans conséquences pour les pays d'accueil, où ont été observées, notamment, une baisse des salaires, une demande accrue de services publics et une augmentation des dépenses sociales (Rother *et al.*, 2016). Une fraction non négligeable de la population déplacée est restée au Moyen-Orient et en Asie centrale, accentuant les tensions budgétaires dans la région.

Les conflits de haute intensité et prolongés peuvent avoir des effets négatifs significatifs sur le niveau d'instruction, le développement des compétences et, du même coup, les perspectives d'emploi. Dans la région MOAC, les conflits passés ont conduit à une baisse notable des taux de scolarisation en école primaire. Par rapport aux niveaux mesurés avant les conflits, ces réductions sont plus importantes en cas de conflits prolongés et plus encore en cas de conflits de haute intensité (graphique 2.1.2 de l'encadré). L'incidence des conflits sur la scolarisation dans l'enseignement primaire varie considérablement d'un pays MOAC à l'autre, mais le recul cumulé le plus prononcé dépassait 30 points de pourcentage au bout de deux ans de conflit. En général, la chute des taux de scolarisation résulte d'une combinaison de facteurs, dont la destruction des infrastructures scolaires, l'utilisation des écoles comme abris pour les civils, le déplacement de populations entières, la pénurie d'enseignants qualifiés et des problèmes accrus de sécurité, qui dissuadent les élèves d'assister aux cours. Tous ces facteurs combinés sont un obstacle à l'éducation en temps de guerre. La perte de membres de leur famille et les difficultés économiques peuvent aussi conduire plus d'enfants à aller travailler, ce qui les éloigne encore plus de l'école.

¹ Préparé par Bozena Radzewics-Bak.

Encadré 2.1 (fin)

Graphique 2.1.2 de l'encadré.
Région MOAC : scolarisation dans le primaire dans des pays touchés par des conflits de longue ou courte durée, et de forte ou faible intensité
 (En points de pourcentage)

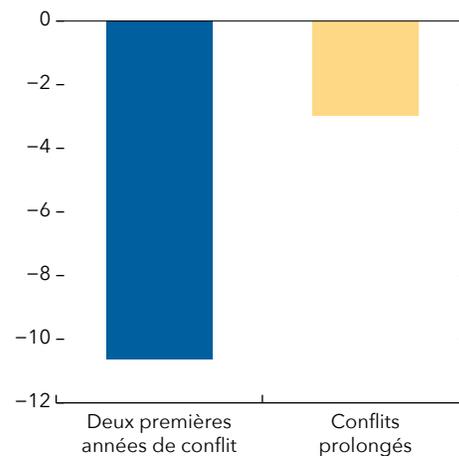


Sources : Banque mondiale, indicateurs du développement dans le monde ; base de données géoréférencées d'Uppsala (v23.1) ; FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.

Note : Un conflit prolongé est défini comme un conflit qui dure plus de cinq ans.

MOAC = Moyen-Orient et Asie centrale.

Graphique 2.1.3 de l'encadré.
Région MOAC : espérance de vie dans les pays touchés par un conflit
 (En points de pourcentage)



Sources : base de données géoréférencées d'Uppsala (v23.1) ; FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; Banque mondiale, indicateurs du développement dans le monde ; calculs des services du FMI.

Note : Un conflit prolongé est défini comme un conflit qui dure plus de cinq ans.

MOAC = Moyen-Orient et Asie centrale.

Par le passé, les conflits armés dans la région ont été aussi très néfastes en matière de santé, faisant reculer l'espérance de vie (graphique 2.1.3 de l'encadré), et ce pour de multiples raisons : directement, par la létalité des conflits eux-mêmes, et indirectement, en raison de l'effondrement de services essentiels comme les soins de santé, l'eau et l'assainissement et les filières agroalimentaires. Cet effondrement a entraîné la propagation de maladies, de la malnutrition et même des famines. La diminution de l'espérance de vie la plus aiguë a été observée dans les premières années des conflits. Quand ils se prolongeaient, en revanche, leur incidence négative sur l'espérance de vie tendait à s'atténuer, peut-être parce que certains conflits baissaient en intensité, devenaient plus localisés ou bien grâce à l'aide humanitaire et internationale, qui contribuait à améliorer la situation sanitaire et les conditions de vie dans les pays concernés.

Des conflits intenses et prolongés peuvent aussi aggraver les taux de sous-alimentation et compromettre encore davantage la formation du capital humain. Les données sur les conflits passés dans la région MOAC montrent que les taux de sous-alimentation tendent à rester élevés même une fois les conflits terminés. Malgré des disparités considérables, la sous-alimentation a augmenté d'environ 14 points en moyenne dans les pays en conflit, alors qu'elle a reculé dans les autres pays au cours de la même période. Les conflits désorganisent les filières agroalimentaires et les réseaux de distribution locaux, provoquant une hausse des prix de l'alimentation et des pénuries alimentaires. Combinés aux effets des déplacements et des difficultés économiques, ces phénomènes aggravent la sous-alimentation et ce sont souvent les groupes les plus vulnérables, notamment les enfants et les personnes âgées, qui en subissent les conséquences les plus graves.